

# Impact des révolutions arabes sur une rive sud de la Méditerranée fortement dépendante de l'étranger

Bénédict de Saint-Laurent, Conseiller scientifique, ANIMA  
Marseille, mai 2011 / Revue Afkar-Idées

Les révolutions arabes attirent davantage de sympathie auprès des opinions publiques, en particulier européennes, qu'auprès des investisseurs. Et même le public, aussi acquis soit-il à l'avancement de la démocratie dans cette région longtemps verrouillée par ses dirigeants, répugne parfois à y séjourner en tant que touriste. Dans le même temps, les travailleurs migrants venant du sud, grosse source de financement extérieur, sont regardés avec méfiance par les gouvernements européens.

Tout cela augure mal des bénéfices escomptés d'une libération des forces vives économiques, au moins à court terme. La Tunisie, l'Égypte, la Syrie, pour ne prendre que trois exemples divers, vont en 2011 payer cher au plan économique leur poussée démocratique, avec des risques importants de déception de la population et d'instabilité. Bien sûr, chacun espère que ce processus débouchera à terme sur une croissance plus saine, plus juste, plus durable.

Qu'en est-il réellement? Quelle était la situation des pays sud- et est-méditerranéens (pays MED<sup>1</sup>) fin 2010 en termes d'attractivité (investissement étranger, tourisme, partenariats industriels, perspectives pour fixer les jeunes diplômés)? Quel est l'impact récent des révolutions arabes sur les décisions d'investissement, sur les valorisations des actifs et de la dette, sur les ressources externes? Comment peut se positionner l'Europe pour accompagner au mieux ces changements?

## 1. Une région fortement dépendante de l'extérieur

Avant d'évoquer l'attractivité, il convient de souligner la grande dépendance de la région MED aux influences et ressources extérieures. Cette région n'existe guère en tant que telle au plan économique (cf. les maigres échanges intra-MED, soit 7% de son commerce international, ou ses faibles IDE intra-MED, soit 3% des investissements reçus). Elle est insignifiante, parce qu'inorganisée, au plan politique<sup>2</sup>. Chaque pays poursuit un dialogue propre avec l'Union européenne, se mettant ainsi en position de faiblesse. Seuls, pourrait-on dire, les jeunes, les intellectuels, les rêveurs, parfois la rue arabe, ont conscience d'une appartenance à une entité qui n'intéresse en rien les dirigeants, trop occupés à conserver leur pouvoir en jouant de la fibre nationale.

Très peu d'entreprises ont une dimension internationale (au contraire de ce qui se passe avec certains champions chinois ou indiens). Même dans les activités où la tradition méditerranéenne est forte (alimentation, cosmétique, hospitalité touristique...), les entreprises de la région ne sont pas en situation de leadership. C'est que la dépendance est aussi et principalement culturelle. Quasiment toutes les technologies sont importées (hormis pour Israël). Dans le champ immatériel (marques, télévision, cinéma, logiciels, brevets etc.), dans les modes de consommation, et même dans les aspirations populaires, c'est souvent l'Occident qui sert d'aimant ou de boussole, malgré l'existence d'une identité arabe ou musulmane. 50 ans après les décolonisations, une forme de liens incestueux, par exemple avec une Europe mère et amante, continuent de marquer certaines relations économiques ou politiques.

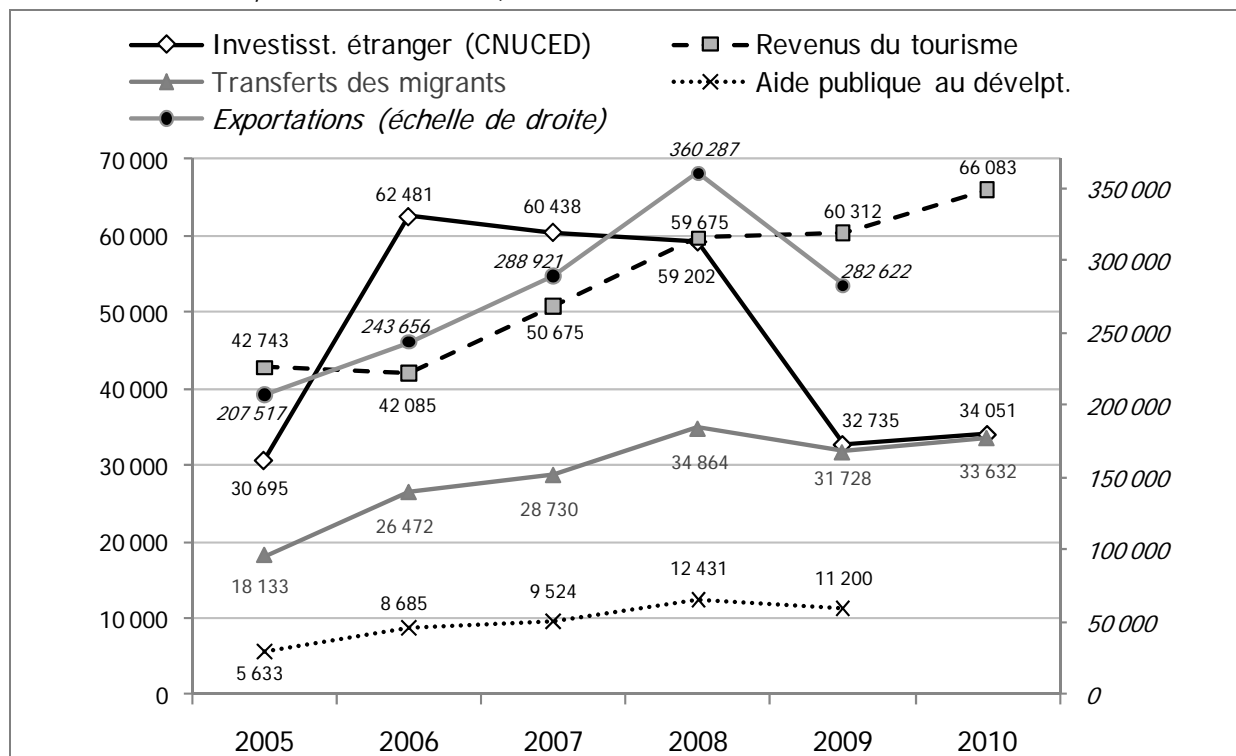
### Les ressources externes représentent le tiers du PIB

Malgré une baisse en 2009, la région MED mobilise d'importantes ressources externes, soit près de 500 milliards d'US\$ (cf. Figure 1), dont deux-tiers à travers ses exportations, mais aussi un tiers à travers trois grands types de ressources exogènes : les recettes de tourisme (qui ont continué à croître en 2010, environ 66 Mds \$), l'investissement étranger (34 à 45 Mds \$ selon que l'on utilise les données CNUCED ou ANIMA) et les transferts de migrants (une trentaine de Mds \$ également).

<sup>1</sup> Pays MED-11: ensemble de 11 pays du voisinage européen, soit 9 pays partenaires méditerranéens de l'UE (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie, Tunisie), un pays avec le statut d'observateur (Libye) et un pays en voie d'adhésion, la Turquie.

<sup>2</sup> Si Barcelone, Euromed ou l'UpM existent un tant soit peu, c'est à cause d'une volonté européenne forte, surtout au sud de l'Europe. Par contre, aucune organisation régionale originale du sud ne s'est véritablement imposée, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions du monde (ASEAN, Comasur, SADC etc.).

Figure 1. Principaux flux financiers externes vers MED-10 (Libye exclue), 2005-2010 (en millions d'US\$. Sources : CNUCED, Banque mondiale, OCDE, OMT)



Ces ressources externes (à comparer avec un PIB global de l'ordre de 1 500 Mds \$ pour MED-10, soit 30% du PIB) sont évidemment essentielles pour le financement des pays MED.

Israël est un cas particulier, tributaire d'une autre forme de dépendance au bouclier sécuritaire et financier américain. Les pays pétroliers ou gaziers sont également, en apparence, moins dépendants, par exemple l'Algérie. Mais l'addiction aux pétrodollars est peut-être, à terme, une forme encore plus prégnante de soumission à la demande extérieure.

### La contribution des IDE à l'investissement productif est déterminante

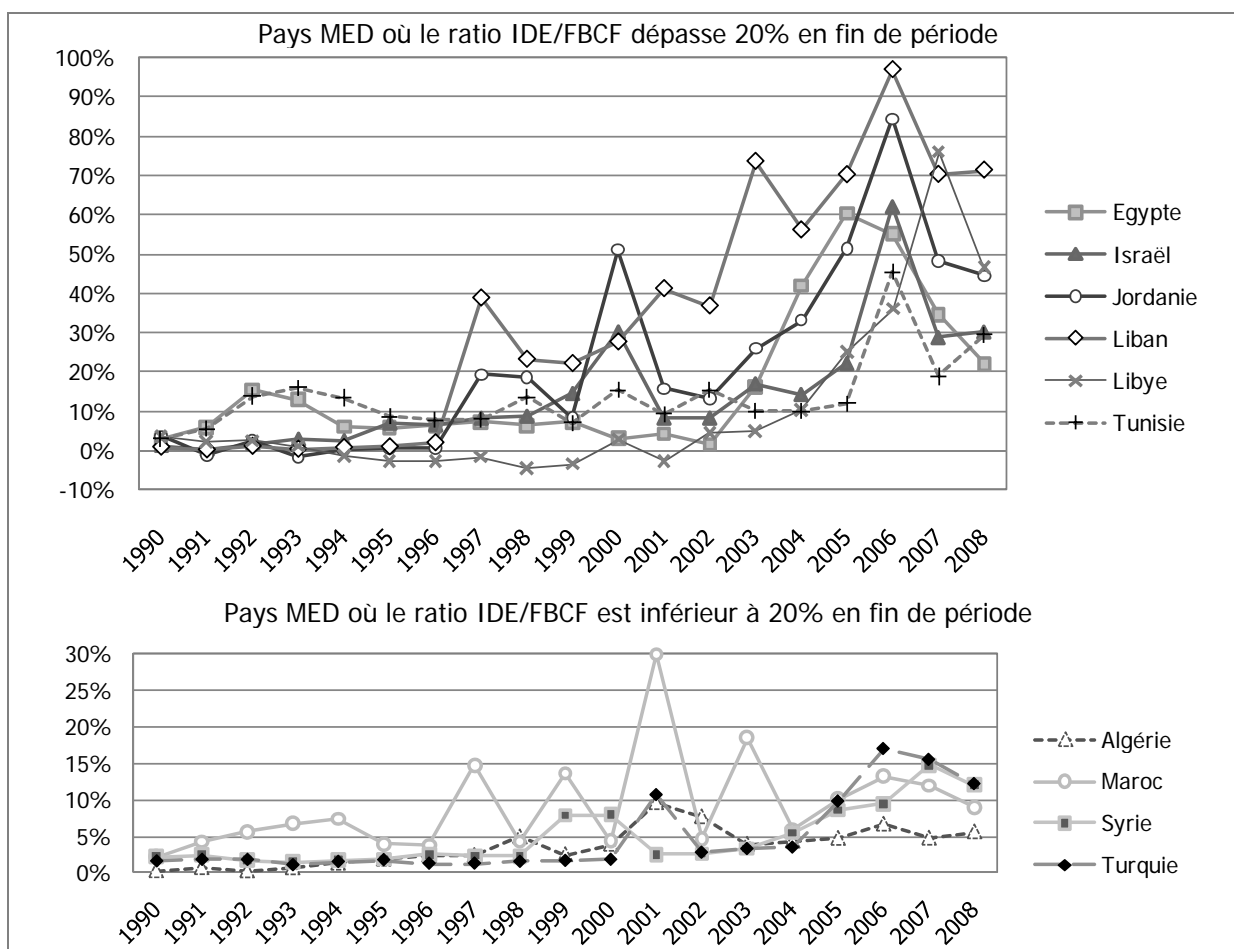
Parmi ces ressources externes, les investissements étrangers jouent un rôle essentiel dans le "modelage" de l'appareil productif. C'est que les Etats ont fort à faire avec leurs recettes régaliennes, du fait de besoins sociaux souvent en explosion (jeunesse, éducation, santé, logement...) et parfois d'une baisse des ressources en hydrocarbures (Syrie). Ils laissent donc volontiers le champ libre aux industriels étrangers pour configurer le tissu économique, co-exploiter le pétrole ou le gaz, valoriser les ressources agricoles, ou même assurer la gestion de services publics comme l'eau, l'assainissement, les ports à conteneurs. Avec des résultats inégaux et parfois contestés.

Les IDE représentent une part croissante de l'accumulation du capital productif et contribuent aujourd'hui en moyenne au tiers des investissements "productifs" <sup>3</sup> des pays MED-10<sup>4</sup>, après un pic en 2006 correspondant au boom des IDE. Ils atteignent même autour de 50% en Jordanie, au Liban (avec des IDE largement financiers) et en Libye. Israël, la Tunisie et l'Egypte sont autour de 30%, tandis que certains pays disposent d'une capacité propre d'investissement, liée soit à leurs ressources propres (Algérie), soit à leur dynamisme économique (Turquie). Enfin, le Maroc et surtout la Syrie émergent encore peu à l'IDE en valeur relative (Figure 2).

<sup>3</sup> Selon l'observatoire ANIMA (2003-2010), 52% des IDE annoncés vers les pays MED-11 concernent des projets "physiques" (greenfields ou brownfields), et 48% des privatisations, PPP, licences ou opérations financières (prises de participation, fusions et acquisitions). Cependant, ces IDE « institutionnels » ou financiers contribuent aussi au financement de la modernisation de l'appareil productif.

<sup>4</sup> Sans la Turquie, qui représente 46% du PIB et 44% de la formation brute de capital fixe (FBCF, somme de l'investissement public et privé, domestique et étranger) de la région.

Figure 2. Evolution du ratio IDE/FBCF (formation brute de capital fixe (FBCF, somme de l'investissement public et privé, domestique et étranger), 1990-2008 (Source UNCTAD-Stat)

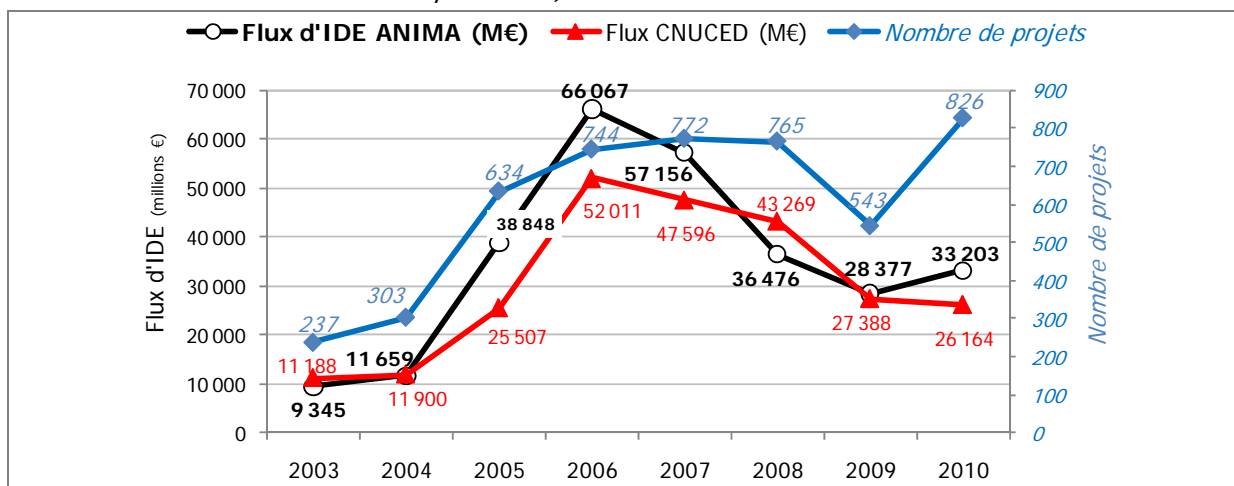


## 2. Une attractivité en progrès avant les révolutions

### L'investissement étranger (IDE) en nette reprise en 2010

D'après l'Observatoire des Investissements et Partenariats en Méditerranée ANIMA-MIPO, le nombre d'annonces de projets d'IDE était reparti à la hausse en 2010 dans les pays MED, avec 826 projets détectés contre 542 en 2009, soit +52%, et 33,2 milliards d'euros en montants, contre 28,4 Mds € en 2009, soit +17% (Figure 3).

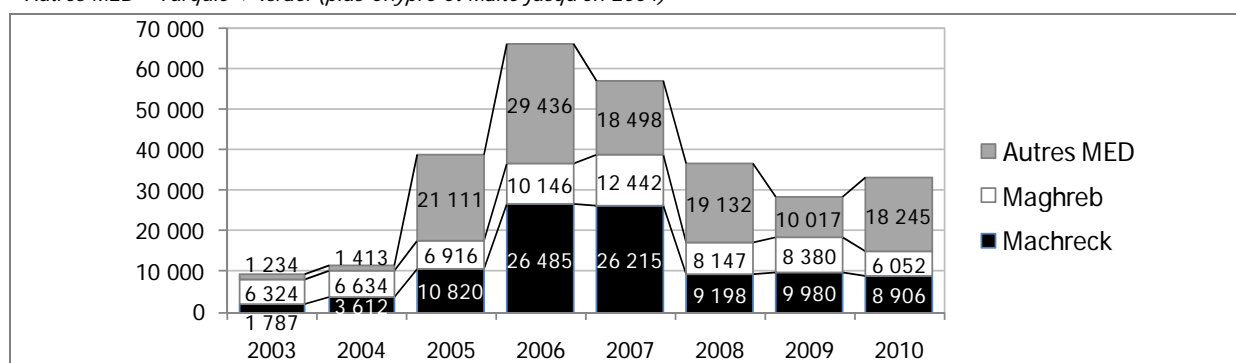
Figure 3. Evolution des montants et nombre de projets d'IDE annoncés (M€, sources : ANIMA-MIPO et CNUCED convertis en € et estimés pour 2010)



En termes d'investisseurs, les Européens viennent en tête en 2010, avec la moitié des investissements en montants. Les pays du Golfe sont égalés par les USA/Canada et les "autres pays" (principalement émergents) : ces 3 ensembles émettent environ 15 à 16% chacun des IDE dirigés vers les pays sud-méditerranéens. Enfin, les investissements intra-MED (entre pays de la région) restent à un niveau faible (3% du total). Seule la Turquie, véritable poumon régional, continue d'investir, essentiellement au Machreck, avec 22 projets en 2010 (9 IDE et 13 partenariats), contre 9 en 2009 et 8 en 2008. L'Egypte, qui a été un gros acteur régional grâce à Orascom dans les années 2006-2008, et le Liban (projets financiers et de service) ont baissé d'un ton.

En termes de pays d'accueil, la Turquie, l'Egypte et Israël s'affirment comme les 3 destinations majeures des IDE sur les dernières années. Au Machreck (Figure 4), qui se maintient globalement après le retrait des investisseurs du Golfe à partir de 2008, l'Egypte était loin en 2010 de ses records passés, mais la Syrie confirmait son attractivité nouvelle et le Liban recevait surtout des investissements de portefeuille. Les performances 2010 du Maghreb, par contre, sont globalement décevantes, sauf pour la Tunisie, quasiment au niveau de voisins trois fois plus peuplés avant la révolution de jasmin (le Maroc, apprécié des PME, reçoit beaucoup de projets mais peu de flux en montants; l'Algérie est marquée par un certain antilibéralisme, avec des restrictions sur les importations, sur le contrôle des IDE etc.).

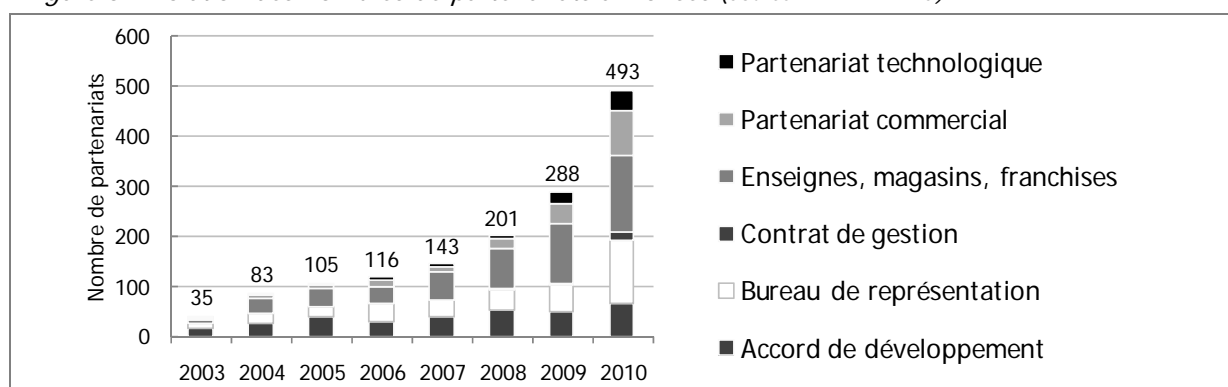
Figure 4. Flux nets d'IDE par région de destination (en M€, source : ANIMA-MIPO)  
Autres MED= Turquie + Israël (plus Chypre et Malte jusqu'en 2004)



### Jamais autant de partenariats industriels

Les partenariats<sup>5</sup> d'entreprises poursuivaient pour leur part leur augmentation : 493 projets en 2010, contre 288 en 2009 (+71%, cf. Figure 5). Un tiers des partenariats concerne les réseaux de franchise, qui se développent à grande vitesse dans toute la région.

Figure 5. Evolution des nombres de partenariats annoncés (Source : ANIMA-MIPO)



Beaucoup de ces partenariats sont des ferments d'avenir pour l'industrialisation de la région. Par exemple l'installation près de Tunis d'Aerolia, partenaire de 1er rang d'Airbus, avec tout un ensemble de sous-traitants ou co-traitants, ou le succès confirmé des filières automobile et logistique sur le site de Tanger-Med, constituent des avancées stratégiques. Il en est de même, par exemple, dans la filière TIC en Egypte (Smart Village près du Caire) ou au Liban (Berytech).

<sup>5</sup> Définis comme des projets où une entreprise étrangère se rapproche du marché MED, soit à travers un partenaire identifié, soit en ouvrant une représentation locale (agence, réseau, franchise etc.).

## Le boom fragile du tourisme

A côté des autres secteurs-phares (énergie, banque, BTP, télécoms et ciment/matériaux), le tourisme est un investissement de prédilection pour les opérateurs étrangers. Toutes les grandes chaînes hôtelières mondiales, tous les tour-opérateurs ciblent la Méditerranée, qui capte le tiers environ de la demande mondiale (rives nord et sud). Bien que la part du lion aille au nord en ce qui concerne les retombées, le tourisme est une source majeure de revenus, en particulier pour la Turquie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie -et se développe très vite en Jordanie et en Syrie. Le Liban (tourisme d'affaires et lieu de séjour pour les classes aisées du Golfe) et Israël /Palestine (tourisme religieux) sont des cas particuliers.

Une baisse sensible des investissements touristiques est observée depuis 2007 (Figure 6), après des années marquées par des projets importants. Des plans très ambitieux existent pratiquement dans chaque pays, avec, parfois, une certaine saturation, une difficile adéquation aux tendances du marché (trop de tourisme de masse, faiblesse des niches comme l'éco-tourisme ou les congrès) et une dégradation fréquente de l'environnement au sens large (empreinte écologique, spéculation foncière, impact culturel etc.). La baisse des IDE n'est donc pas forcément un mal, d'autant que les taux d'occupation des infrastructures de tourisme vont fortement baisser en 2011. En élargissant l'analyse aux secteurs proches du BTP/immobilier et du ciment/matériaux (qui travaillent pour une bonne part pour l'industrie touristique), il apparaît que c'est toute une filière traditionnelle, assez "facile", et à technicité limitée, qui semble régresser.

Figure 6. Evolution des IDE dans les secteurs de la construction et du tourisme, 2003-2010 sur MED-11 (en M€, source : ANIMA-MIPO)

Secteur	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BTP, immobilier, infrastructure	155	808	1 437	8 386	12 264	6 484	3 303	3 486
Ciment, matériaux etc.	506	833	1 820	3 144	10 079	1 690	1 029	1 742
Tourisme	2 338	2 504	3 626	4 609	1 611	2 094	1 161	690
% du tourisme dans le total	25%	21%	9%	7%	3%	6%	4%	2%
% tourisme + BTP+ ciment	32%	36%	18%	24%	42%	28%	19%	18%
MED-11	9 345	11 659	38 848	66 067	57 156	36 476	28 377	33 203

Comme en Espagne, une croissance trop rapide des secteurs du tourisme et l'immobilier, trop concentrée sur le littoral, trop basée sur des équipements de qualité moyenne, risquent d'amener à l'éclatement d'une bulle spéculative et à des contestations sociales fortes. Du fait du retrait fréquent des opérateurs du Golfe, certains centres touristiques gigantesques restent inachevés ou abandonnés.

A côté de ces échecs, des initiatives comme le développement du tourisme chez l'habitant, la création de compagnies low-cost originaires des pays MED (Atlas Blue, Jet4You...), certains partenariats entre Palestiniens, Israéliens, Jordaniens et Égyptiens (projet Tourism for Peace de la Fondation Peres) montrent la voie d'un tourisme plus durable et d'une plus grande valeur ajoutée pour les opérateurs et populations du sud.

## Trop peu de perspectives pour fixer les jeunes diplômés

Plus généralement, le modèle de développement "ouvert" qui a prévalu sur la décennie (libéralisations marquées par des réformes favorables aux investisseurs étrangers, privatisations etc.) n'a pas suffisamment apporté à l'économie locale et aux populations. L'impact des grands projets d'IDE a souvent été trop concentré, socialement et spatialement. Ces projets ont certes tiré vers le haut certaines filières lourdes (automobile, par exemple), poussé aux réformes, permis d'injecter du capital productif, servi de référence (méthodes, standards, formation, concurrence). Mais beaucoup d'IDE, plutôt capitalistiques, donc peu pourvoyeurs d'emplois et d'intégration industrielle locale, ont surtout bénéficié aux possédants et à une frange limitée de travailleurs. La population globale n'a guère touché les dividendes des efforts consentis (investissement dans la formation, salaires modestes, conditions de travail difficiles, expropriations, déplacements de main d'œuvre etc.).

Bien que la distribution des revenus ne soit pas fondamentalement inéquitable dans les pays MED (sauf pour une toute petite portion de privilégiés -les 1% ou 0,1% les plus riches), le modèle de développement choisi n'a pas suffisamment "livré" de résultats, y compris pour la classe moyenne, ce

qui peut contribuer à expliquer les révoltes de 2010-2011 : niveau de développement humain<sup>6</sup> mal accepté (en particulier revenu moyen faible par rapport au potentiel des pays), caractère inaccessible de la promotion sociale au-delà de seuils assez bas et chômage élevé des jeunes diplômés. La société apparaît bloquée, sans perspectives pour la majorité -alors que la démocratisation de la connaissance et de l'information exacerbe le sentiment de frustration vis à vis des gouvernants.

Ce manque de perspectives, cette absence de considération et ce sentiment d'injustice expliquent probablement davantage que les seules réalités économiques (plutôt positives pour la Tunisie, par exemple) les révolutions du début 2011. Le "contrat social" tunisien (prospérité économique accompagnée de libertés individuelles limitées) a mis à mal la thèse du *bien-être matériel d'abord*.

### Des migrants au rôle plus social qu'économique

Parfois considérés comme le fer de lance de réinvestissements sur leur terre d'origine, les travailleurs migrants n'en demandent pas tant... Beaucoup sont sceptiques sur la possibilité d'apporter du changement dans des sociétés qui vivent une autre temporalité, tous ne sont pas forcément bien accueillis quand ils reviennent de l'étranger, et surtout la plupart se limitent à un rôle social déjà considérable (transferts remplaçant le système de welfare ou les assurances collectives qui existent en Europe), sans avoir nécessairement l'énergie pour investir et entreprendre au pays. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas chercher à mobiliser les diasporas et que des projets exemplaires n'existent pas, mais les mesures les plus pragmatiques (faire baisser le coût des transferts d'argent, permettre des comptes-miroir en euros et devises locales fonctionnant sur les 2 rives, faciliter l'obtention des visas...) viennent nettement en tête des priorités des migrants.

Souvent licenciés par leur employeur du Golfe (en 2008-2009) ou libyen (2011), les nouveaux impatriés sud-méditerranéens viennent grossir les bataillons de demandeurs d'emplois des pays MED, alors qu'il n'a jamais été aussi difficile d'émigrer légalement vers l'Europe.

Il est très inquiétant de constater par ailleurs que le rythme de départ des jeunes diplômés tunisiens ou égyptiens s'est accentué depuis les révolutions (la Grèce vit le même phénomène). Comme les investisseurs, les jeunes diplômés ont besoin de réalités crédibles avant de choisir où construire leur avenir.

## 3. L'impact des révolutions est pour le moment négatif pour l'économie

### Des IDE, et surtout des partenariats, en baisse sensible début 2011

D'après l'Observatoire ANIMA-MIPO<sup>7</sup>, le nombre d'annonces de projets d'IDE dans les pays MED a diminué de 13% au 1er trimestre 2011 en rythme annuel, avec 184 projets contre 845 au total en 2010. Les montants sont en revanche en hausse (10 milliards d'euros annoncés contre 33,7 en 2010), hausse due pour l'essentiel à la Turquie et à Israël.

Les partenariats d'entreprises enregistrent un net recul : 76 annonces pour le 1er trimestre 2011, contre 511 au total pour l'année 2010 (-41%). La chute est supérieure à 50% dans les pays du Maghreb et du Machreck (sauf le Maroc avec -35%), tandis qu'elle n'est pas significative pour la Turquie et Israël. Il s'agit du premier recul dans l'évolution des partenariats depuis 2003.

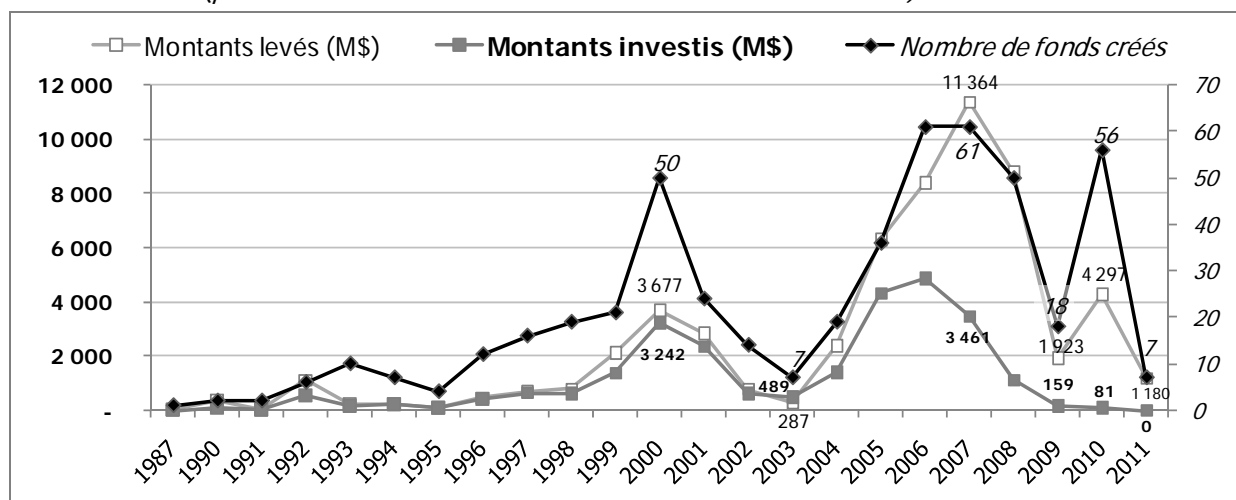
Enfin, les fonds mobilisés par le capital-investissement (private equity) sont également en baisse depuis le pic observé en 2007 et malgré un redressement en 2010. Sur le premier trimestre 2011 et selon l'observatoire ANIMA-MedFunds, les créations de fonds baissent de 50% en rythme annuel, mais les montants levés augmenteraient de 9,8% (Figure 7).

---

<sup>6</sup> Index de développement humain (IDH), mesuré par les Nations Unies sur 3 aspects majeurs : revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat, espérance de vie, niveau d'éducation (meilleur résultat : Norvège, 0,927).

<sup>7</sup> Ce paragraphe et le suivant reprennent en partie une note trimestrielle de conjoncture rédigée par Zoé Luçon (ANIMA), responsable de cet observatoire.

Figure 7. Fonds créés et montants levés par année dans la région MED, hors grands fonds internationaux (par année de création des fonds. Source ANIMA-MedFunds)



### Les pays touchés par les révolutions attirent évidemment moins de projets

La Tunisie, l'Egypte et la Libye connaissent les baisses les plus sévères des projets d'IDE : -25% pour la Libye et -50% pour la Tunisie et l'Egypte au premier trimestre 2011 par rapport T1- 2010. Les montants annoncés diminuent même davantage (environ -70% pour l'Egypte et la Libye), sauf en Tunisie qui continue d'accueillir des investissements dans le secteur des hydrocarbures (OMV, ENI). En Egypte, seules 4 annonces ont été enregistrées après la chute du pouvoir en février 2011 : projets nord-américains (Intel, General Motors, TransGlobe Energy) et de la SFI (papetier El Motaheda). En Libye, aucun projet n'a été détecté depuis la prise de participation de la Qatar National Bank dans la banque libyenne du commerce et du développement le 14 janvier 2011.

La Syrie subit une baisse de deux tiers des intentions d'investissement en nombre de projets au T1 2011 par rapport au T1 2010. La baisse est d'un tiers en Jordanie, où les troubles ont été davantage contenus.

Au Liban, les IDE progressent au même rythme qu'en 2010 : 4 projets au T1- 2011 contre 3 au T1 2010. En Algérie, les annonces d'investissements sont stables en nombre de projets, et augmentent en montants après le bilan médiocre de 2010, grâce au méga-projet de parc urbain de l'émirati EIIC, qui reçoit finalement un feu vert gouvernemental, et aux nouveaux investissements du géant de l'acier ArcelorMittal dans le complexe d'El Hadjar.

Viennent enfin les pays qui semblent bénéficier d'une situation relativement protégée. Le Maroc se démarque des autres pays MED en enregistrant la seule hausse significative du nombre de projets d'IDE au premier trimestre 2011 dans la région (37 annonces au T1-2011, mais des montants en deçà des niveaux d'avant crise, avec moins de 500 millions d'euros). En Israël, après le record de 2010 (179 annonces de projets), le rythme se maintient (montants dépassant déjà 3 milliards d'euros, contre 4,5 au total pour l'année 2010). La Turquie conserve pour sa part la tête du palmarès (52 projets et 4,3 milliards d'euros annoncés). A eux deux, Israël et la Turquie attirent les trois quarts des montants annoncés dans la région MED, un record absolu depuis la création de l'observatoire MIPO.

### Prudence des entreprises

En Egypte et en Libye, outre les suspensions temporaires qui ont affecté bon nombre d'activités économiques, plusieurs opérateurs ont gelé des projets déjà annoncés : c'est notamment le cas en Egypte pour le suédois Electrolux, et en Libye pour des projets du tunisien Poulina et de l'égyptien El Sewedy Cables.

En Tunisie, une part importante de la sphère économique liée au clan Ben Ali-Trabelsi va subir une transformation profonde (cas d'Orange-Tunisie, partiellement nationalisée). Selon les autorités tunisiennes, 41 entreprises étrangères ont arrêté leur activité dans le pays entre le 14 janvier 2011 et le 27 avril 2011, soit un peu plus de 1% des 3 200 entreprises étrangères implantées en Tunisie. En

Egypte, il est probable que le système militaro-étatique en place dans de nombreux secteurs évolue sous la pression de la société civile.

Les appels bien intentionnés à investir en Tunisie ou en Egypte (pays devenus fréquentables et à encourager) sont pour le moment assez peu écoutés des investisseurs. La situation reste souvent confuse sur le plan politique et les entreprises ne détestent rien autant que l'incertitude. Les mouvements populaires paraissent neutres sur la question du nationalisme économique et les entreprises étrangères ne semblent pas spécifiquement visées.

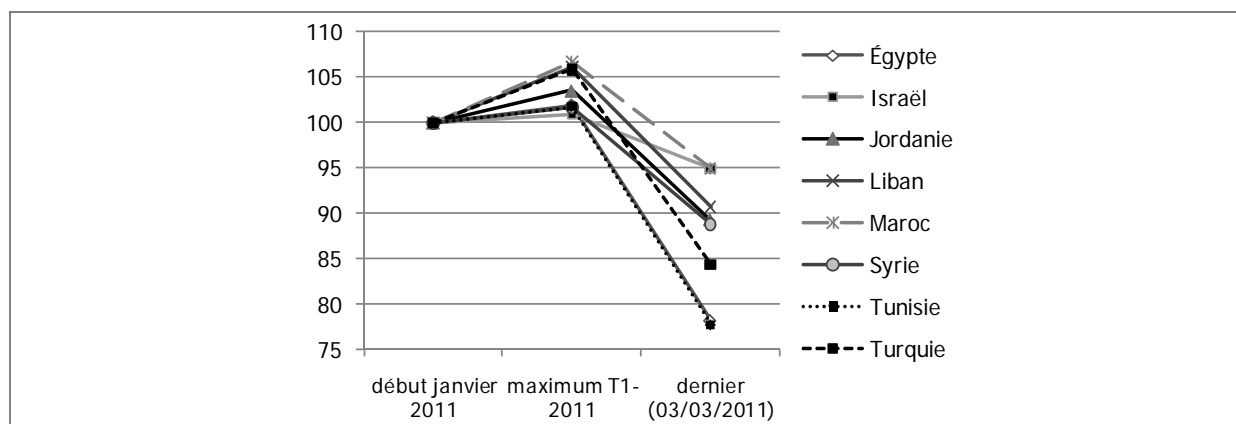
### Dégradation des notations, des recettes externes et des valorisations boursières

Les agences de notation ont immédiatement abaissé la note de la Tunisie, de l'Egypte et de la Libye, rendant plus coûteux l'accès au financement des projets et des entreprises. Elles estiment que l'impact économique sera de l'ordre d'une baisse de 3 à 4% du PIB pour la Tunisie en 2011. Par exemple, la Coface estimait le 13 avril 2011 que l'instabilité politique qui prévaut dans ces pays pourrait "affecter l'activité et amplifier les déséquilibres financiers publics et tasser les recettes en devises(...). La phase de transition politique que connaissent la Tunisie et l'Égypte est porteuse de fragilité à court terme (...). La Libye, qui subira une très violente contraction de l'activité d'au moins 15 %, est déclassée en D (...). La note de la Syrie (C) est aussi mise sous surveillance négative compte tenu de l'amplification de la contestation politique dans un environnement des affaires déficient".

Même dans les pays moins touchés, l'impact des mouvements actuels est réel (rapatriement de nombreux migrants, baisse des exportations, hausse du prix de l'énergie, annulation ou gel de projets) et incomplètement compensé par l'aide internationale. Selon les autorités, la baisse des recettes touristiques a été de 40% en Tunisie et de 25% en Egypte au 1er trimestre 2011. Les transferts des migrants tunisiens ont accusé une baisse de 12% au T1-2011. En Egypte, les autorités craignent une baisse de 25% en 2011 par rapport aux transferts records de 2010.

Les bourses de valeurs (Figure 8) ont perdu, depuis leurs plus hauts trimestriels, jusqu'à 20% de la capitalisation (Tunisie, qui a repris le 8 mars et Egypte, fermée entre le 27 janvier et le 22 mars 2011). La bourse turque a perdu, elle, près de 16%. Les bourses libanaise, jordanienne et syrienne (d'ouverture toute récente) ont perdu environ 10% au T1 2011. Seules les bourses marocaine et israélienne n'ont perdu qu'environ 5% -tout ceci à une période où les bourses mondiales se sont plutôt bien comportées (+10% en moyenne).

Figure 8. Performances boursières du début 2011



## 4. Pour une position européenne plus ouverte et plus solidaire

En résumé, et à court terme, l'impact économique des révolutions arabes n'est donc pas favorable<sup>8</sup>. Les recettes diminuent, le chômage et les prix augmentent, le système de décision est désorganisé. L'urgence est que, au moins en Tunisie et en Egypte, où une solution politique est en vue, les pays puissent se remettre au travail et que les investisseurs puissent revenir dans un contexte stabilisé. Les autres pays en conflit ouvert (Libye, Syrie) ou latent (presque tous les autres...) relèvent d'une chronologie différente.

<sup>8</sup> Si ce n'est pour les pays pétroliers et gaziers dont les recettes augmentent.



Du fait de l'imbrication des liens économiques, humains et historiques avec l'Europe, il est normal que la relation avec le grand voisin du nord soit perçue comme une clé essentielle dans la recherche de solutions. Cela passe certes après la volonté nationale propre à chaque pays, mais l'élément euro-méditerranéen est un facteur exogène déterminant pour la stabilisation et le développement.

Or l'Europe est, en cette affaire, quelque peu schizophrène : l'Union européenne trouve à la fois sympathique le mouvement des pays MED vers la démocratie et voudrait les aider, et en même temps, rehausse ses barrières à l'entrée de migrants qui sont pour une large part victimes des crises en cours. L'Europe devrait se réjouir du caractère citoyen et non théocratique de révolutions où elle retrouve ses valeurs. Paradoxalement, elle prend peur, ne voit pas l'opportunité (et même l'ardente obligation!) de concrétisation d'une vaste entité euro-méditerranéenne souvent mise en chantier, mais jamais vraiment aboutie (processus de Barcelone, nouveau voisinage, Union pour la Méditerranée...).

Sur toute la question des relations avec son sud (le statut des pays MED, les frontières de l'Europe, l'accueil des migrants, la place de l'Islam dans la société...), l'Europe hésite entre rejet et intégration :

- en termes politiques, comme le montre le débat sur la Turquie, la majorité européenne ne semble pas prête à proposer mieux qu'un partenariat renforcé et un espace marchand (tout l'acquis communautaire sauf la citoyenneté...) à des pays souvent demandeurs de relations moins asymétriques : "restez à votre place, comme de simples voisins..."
- en termes financiers, malgré une augmentation récente des fonds destinés à l'ensemble MED, les moyens accordés au rattrapage de ces économies restent très faibles par rapport aux fonds structurels accordés aux pays du centre et de l'est européen (PECO) avant le dernier élargissement de 2004 (en gros, par habitant, un trentième des crédits PECO, eux-mêmes le tiers de ce qui avait été attribué à l'Irlande, à la Grèce et au Portugal). Difficile dans ce cas de mettre en œuvre une véritable convergence;
- en termes stratégiques, l'Europe a besoin des marchés, des ressources, de la main d'œuvre, de la croissance, de la stabilité, de la coopération de ses voisins du sud. Ces derniers sont souvent perçus comme des partenaires secondaires ou risqués. Or, ce qu'il y a d'intéressant dans le printemps arabe, c'est la démonstration que les mentalités ont considérablement mûri, que le principe de réalité est accepté, que les aspirations sont finalement proches de celles des sociétés occidentales (justice sociale, bonne gouvernance, libertés publiques, création de richesses, consumérisme) et donc qu'une convergence démocratique, qui prendra du temps, est en route.

La Méditerranée est une grande chance pour l'Europe, qui n'a pas le choix de ses voisins. Encore faut-il saisir cette chance, en respectant un partenaire avec qui existent d'extraordinaires complémentarités et en sortant de la crise "par le haut", c'est à dire en construisant autour de la Méditerranée un espace politique et économique ambitieux. Le scénario le plus probable, qui consiste à laisser les voisins du sud se débrouiller plus ou moins seuls avec leurs problèmes, ne revient qu'à repousser les échéances en attendant des crises autrement plus sérieuses.

Le scénario souhaitable serait au contraire de faire de la Méditerranée un laboratoire concret d'expérimentation de solutions de développement durable (dont a besoin la planète entière, d'où un marché fantastique, mais qui sont absolument vitales dans l'espace clos et fragile qu'est le bassin méditerranéen). Sans tomber dans l'angélisme, il s'agit, tout en intégrant les exigences de la globalisation, de systématiser<sup>9</sup>: 1. la notion de région pilote pour la préservation de l'environnement naturel et de la culture; 2. les filières créatrices de valeur pour les deux rives (plutôt que, par exemple, la seule sous-traitance et l'export); 3. les solutions technologiques appropriées (faible coût, utilisation de ressources locales, logique de long terme). Un magnifique projet pour la mère de toutes les régions du monde...

---

<sup>9</sup> Ce qui a été engagé par des programmes quelque peu prophétiques comme le Plan Bleu Méditerranée ou Invest in Med.